

Les réformes fiscales Bilan et perspectives

Christian VALENDUC
Service d'études SPF Finances et UCLouvain

La présentation est faite à titre personnel et n'engage pas le SPF Finances

1

Les réformes fiscales bilan et perspective

- Les réformes fiscales depuis 2014
 - Deux réformes fiscales majeures au niveau fédéral
 - *Tax shift*
 - *Réforme de l'impôt des sociétés*
 - Au niveau régional: une large utilisation des nouvelles compétences
 - Une réforme fiscale globale en Région de Bruxelles- Capitale
 - Réduction très significative des dépenses fiscales à l'IPP dans les trois Régions
- ***Quelques enjeux qui subsistent***

La présentation est faite à titre personnel et n'engage pas le SPF Finances

2

Les réformes fiscales depuis 2014

Tax shift

- Contexte
- De quoi s'agit-il ?
- Les éléments majeurs
- Evaluations (ex-ante)
 - Impact macro-économique
 - Impact sur les incitations au travail
 - Impact redistributif

La présentation est faite à titre personnel et n'engage pas le SPF Finances

3

Les réformes fiscales depuis 2014

Tax shift

- Contexte
 - Taxation élevée des revenus du travail et part importante des prélèvements
 - Série de recommandations de l'UE, de l'OCDE et du FMI
 - Rapport du Conseil supérieur des Finances (août 2014)
- De quoi s'agit-il ?
 - Globalement, un glissement des prélèvements du travail vers la consommation et vers le capital (essentiellement vers les revenus de l'épargne)
 - ... et vers les générations futures, car le financement n'est que partiel
 - Rappel: l'accord de gouvernement prévoyait une baisse de la pression fiscale globale
 - Décision du gouvernement en octobre 2015 mais réintégration dans le périmètre du tax shift de décisions antérieures

La présentation est faite à titre personnel et n'engage pas le SPF Finances

4

Les réformes fiscales depuis 2014

Tax shift

• Les éléments majeurs

- Baisse de la taxation du travail
 - Un volet « compétitivité »: baisse des cotisations patronales
 - Taux de base ramené de 33 à 25%
 - Suppression de la réduction forfaitaire et du complément « hauts salaires »
 - Dispense de PrP « Secteur marchand » transformée en baisse de taux
 - Maintien et élargissement des réductions « bas salaires »

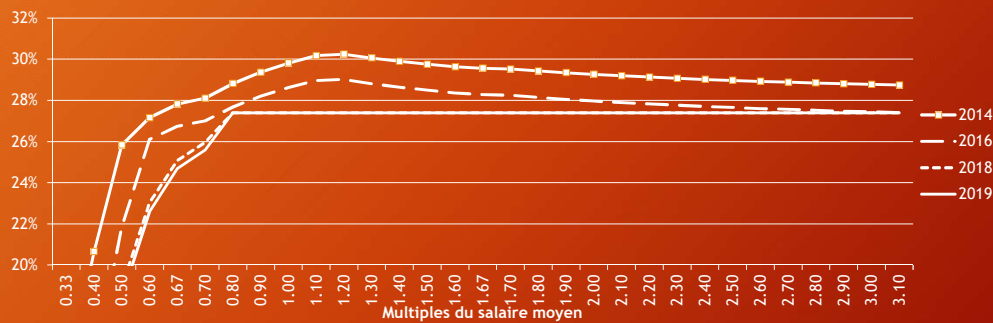
La présentation est faite à titre personnel et n'engage pas le SPF Finances

5

Les réformes fiscales depuis 2014

Tax shift

Taux des cotisations patronales, en % du salaire brut



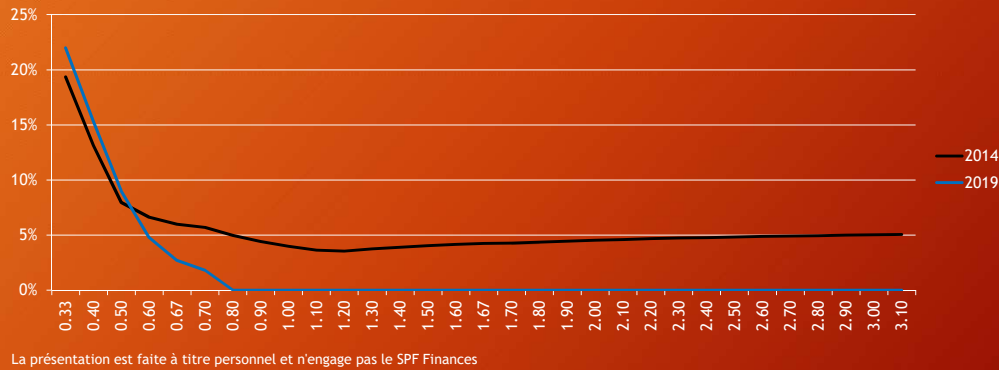
La présentation est faite à titre personnel et n'engage pas le SPF Finances

6

Les réformes fiscales depuis 2014

Tax shift

Réduction des cotisations patronales, en % du salaire brut

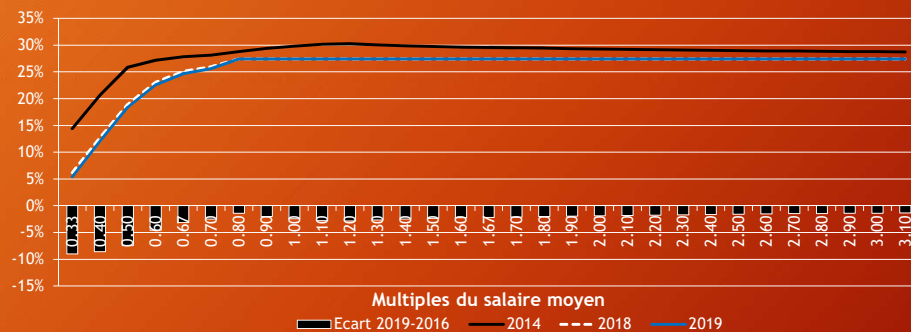


7

Les réformes fiscales depuis 2014

Tax shift

Taux des cotisations patronales, en % du salaire brut



8

Les réformes fiscales depuis 2014

Tax shift

• Les éléments majeurs

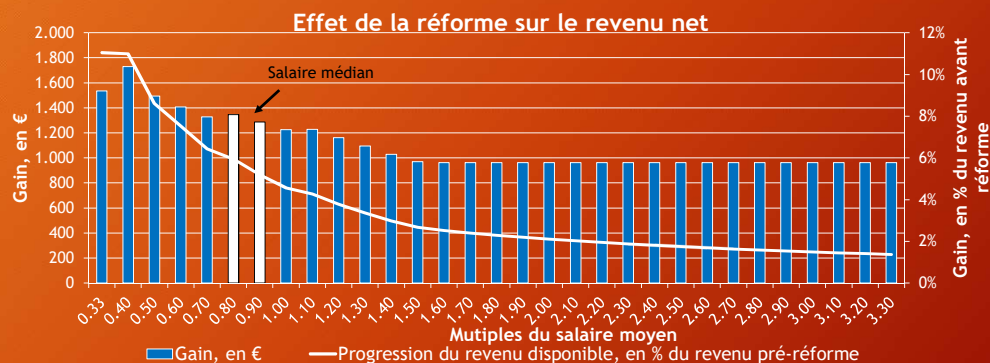
- Baisse de la taxation du travail
 - Un volet « compétitivité »: baisse des cotisations patronales
 - Un volet « pouvoir d'achat »: baisse de l'IPP
 - Hausse des charges professionnelles forfaitaires des salariés,
 - Hausse de la tranche exonérée de base pour les revenus de l'activité professionnelle
 - Tranche à 30% du barème descend à 25%

La présentation est faite à titre personnel et n'engage pas le SPF Finances

9

Les réformes fiscales depuis 2014

Tax shift



La présentation est faite à titre personnel et n'engage pas le SPF Finances

10

Les réformes fiscales depuis 2014

Tax shift

- Les éléments majeurs
 - Financement
 - TVA
 - La TVA sur l'électricité revient au taux normal
 - Quelques postes passent du taux réduit au taux normal
 - Accises
 - Indexation (requiert une décision annuelle)
 - Alignement des accises diesel sur essence
 - Fiscalité de l'épargne
 - Hausse du précompte mobilier
 - Taxe «Caïman » et autres mesures..
 - Pour 2018 et 2019, 50% de la baisse des prélèvements n'est pas financée

La présentation est faite à titre personnel et n'engage pas le SPF Finances

11

Les réformes fiscales depuis 2014

Tax shift

- Evaluation
 - Impact macroéconomique
 - Impact sur les incitations au travail (micro-économique)
 - Impact redistributif

La présentation est faite à titre personnel et n'engage pas le SPF Finances

12

Les réformes fiscales depuis 2014

Tax shift

• Impact macroéconomique

	Baisse des prélèvements			Mesures de financement	Impact net
	Volet Pouvoir d'achat	Volet Compétitivité	Total		
PIB (en volume)	1,0	1,0	2,1	-0,9	1,2
Consommation privée	2,8	0,6	3,3	-1,1	2,2
Consommation publique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Formation brute de capital fixe	1,5	0,9	2,4	-1,7	0,7
Exportations	0,0	1,3	1,3	-0,6	0,6
Importations	0,8	0,7	1,5	-0,7	0,8
Emplois (en unités)	33 800	52 600	85 900	-33 800	52 100
Revenu disponible réel des ménages	2,4	0,3	2,7	-1,1	1,6
Indice des prix à la consommation	0,1	-1,8	-1,6	2,0	0,3
Solde primaire	-0,5	-0,2	-0,7	0,6	-0,1
Dettes publiques	2,4	3,6	6,0	-5,8	0,2

Source : BNB (2017)

La présentation est faite à titre personnel et n'engage pas le SPF Finances

13

Les réformes fiscales depuis 2014

Tax shift

- Globalement, soutien de la croissance et de l'emploi
- Combinaison d'une politique de l'offre (volet compétitivité) et d'une politique de soutien de la demande (volet pouvoir d'achat)
- Effet des deux volets: positif sur le croissance du PIB (2,1 points) et sur l'emploi (85.900 unités) mais impact négatif sur le solde extérieur
- Les mesures de financement pèsent sur le revenu disponible réel des particuliers, sur la consommation privée, sur l'investissement et sur la compétitivité (impact sur les prix)
- L'impact global favorable vient-il d'un financement partiel ?
 - Si les effets des mesures de financement sont linéaires, un financement compétitif aurait tout de même eu un impact positif

La présentation est faite à titre personnel et n'engage pas le SPF Finances

14

Les réformes fiscales depuis 2014

Tax shift

- Impact sur les incitations au travail

- Extensive margin : impact sur les incitations au retour sur le marché du travail
 - « Participation tax rate » = $1 - [(Y_{n1} - Y_{n0}) / (Y_{b1} - Y_{b0})]$
 - 1 = en emploi ; 0 = non emploi (Allocation de chômage ou RIS)
 - Variation (discrète) des prélèvements en transferts pour une variation donnée du revenu brut
 - Tient compte des prélèvements en aval du revenu brut
 - Progression du revenu disponible = $(Y_{n1} / Y_{n0}) - 1$
- Intensive margin: impact sur l'offre de travail des personnes déjà actives
 - Indicateur pertinent: le taux marginal d'imposition du salaire brut

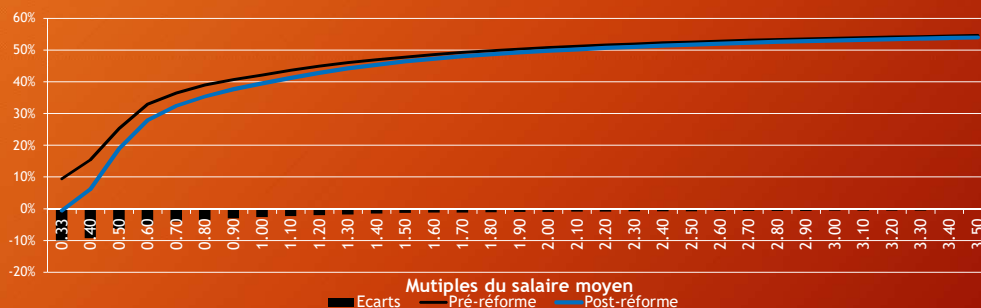
La présentation est faite à titre personnel et n'engage pas le SPF Finances

15

Les réformes fiscales depuis 2014

Tax shift

Effet du tax shift sur le taux moyen d'imposition du salaire brut

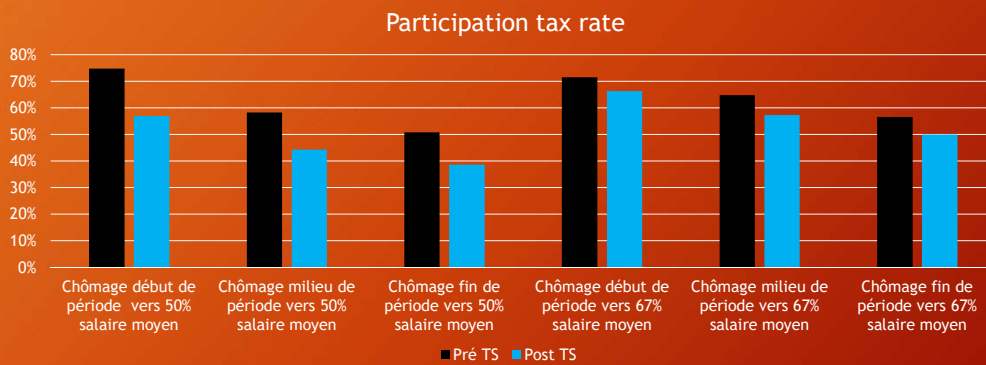


La présentation est faite à titre personnel et n'engage pas le SPF Finances

16

Les réformes fiscales depuis 2014

Tax shift

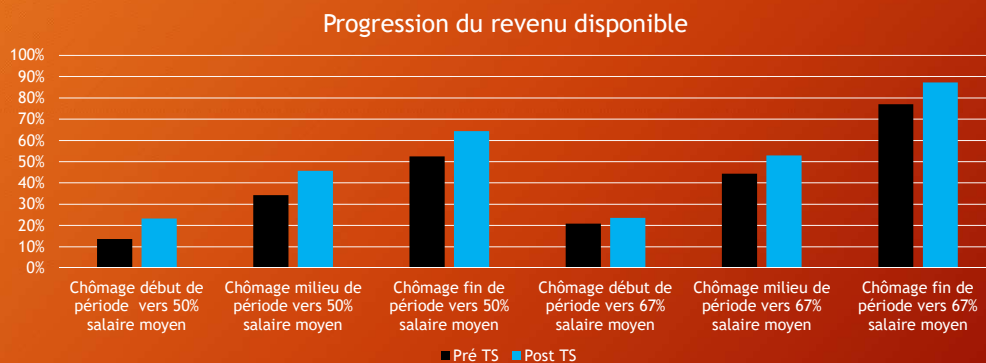


La présentation est faite à titre personnel et n'engage pas le SPF Finances

17

Les réformes fiscales depuis 2014

Tax shift

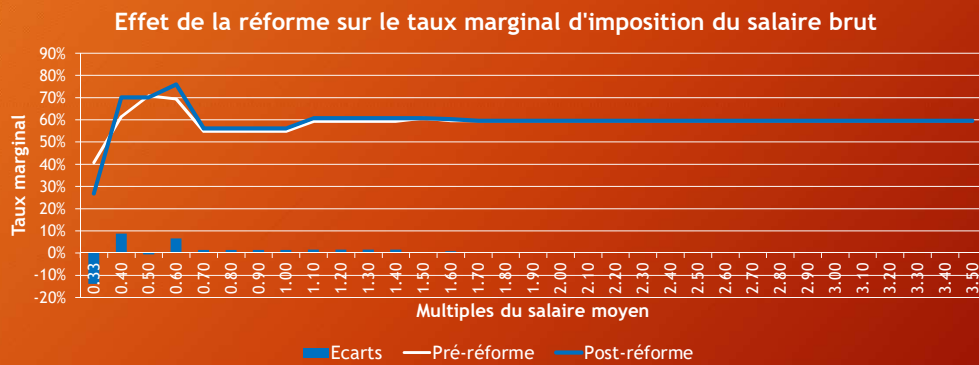


La présentation est faite à titre personnel et n'engage pas le SPF Finances

18

Les réformes fiscales depuis 2014

Tax shift



La présentation est faite à titre personnel et n'engage pas le SPF Finances

19

Les réformes fiscales depuis 2014

Tax shift

- Impact sur les incitations au travail
 - Intensive margin
 - Impact faible et ambigu sur le taux marginal d'imposition des salaires bruts
 - Extensive margin
 - Impact plus net sur le PTR et sur la progression du revenu disponible
 - Les effets en terme de progression du revenu disponible s'amplifient lorsque l'allocation de chômage diminue
 - Les effets sont plus nets dans les bas salaires (50% du salaire moyen) mais restent significatifs à 67% du salaire moyen

La présentation est faite à titre personnel et n'engage pas le SPF Finances

20

Les réformes fiscales depuis 2014

Tax shift

- Impact distributif de la baisse de l'IPP

Indicateurs	Situation de référence	Après tax shift
Revenus avant impôt	0,416	0,416
Revenus après impôt	0,338	0,341
Effet redistributif	0,078	0,075
Taux moyen IPP	21,6%	19,1%
Distribution des impôts	0,632	0,660
Progressivité	0,216	0,244

La présentation est faite à titre personnel et n'engage pas le SPF Finances

21

Les réformes fiscales depuis 2014

Tax shift

- Impact distributif de la baisse de l'IPP
- Financement par les taxes sur la consommation (TVA et accises): effet anti-redistributif
- Mesures sur la fiscalité de l'épargne: devraient être redistributives
- Les effets attendus sur l'offre de travail auraient un effet redistributif
- Pas de modèle permettant une évaluation globale

La présentation est faite à titre personnel et n'engage pas le SPF Finances

22

Les réformes fiscales depuis 2014

La réforme de l'impôt des sociétés

- La question: quelle stratégie de politique fiscale dans le nouvel environnement international ?
- Contexte
 - 2013 accord sur le plan d'action « BEPS » de l'OCDE et du G20
 - 2014: rapport CSF, chapitre 4 « *les deux stratégies de politique fiscale (taux bas et base large, stratégie de niches ont donc leurs avantages et leurs inconvénients* »; pas de recommandation de réforme de la DCR
 - 2015 et 2016: accord OCDE-G20 et Directives ATAD
 - 2016: rapport CSF
 - La sécurité juridique d'une stratégie de niches n'est plus garantie
 - Plaide pour une politique fiscale basée sur un taux nominal bas, financé par un élargissement de la base

La présentation est faite à titre personnel et n'engage pas le SPF Finances

23

Les réformes fiscales depuis 2014

La réforme de l'impôt des sociétés

- Contenu
 - Baisses de taux et autres incitatifs
 - Baisse du taux nominal de 33% à 29% en 2018 et 25% en 2020
 - Suppression de la CCC en deux étapes (2 points en 2018, 0 en 2020)
 - Changement des taux réduits PME
 - Hausse temporaire de la déduction pour investissement
 - Financement
 - La DCR ne s'applique plus qu'aux nouveaux fonds propres + mesures anti-abus
 - Suppression de certaines dépenses fiscales
 - Corbeille sur les déductions et impôt minimal
 - Alignement sur les nouvelles normes en matière de fiscalité internationale
 - PME: durcissement de la règle de rémunération minimale du dirigeant
 - Amortissements moins rapides (temporaire)
 - Incitations accrues aux versements anticipés (temporaire)

La présentation est faite à titre personnel et n'engage pas le SPF Finances

24

Les réformes fiscales depuis 2014

La réforme de l'impôt des sociétés

- Discussion
 - Orientation générale
 - La réforme de la DCR
 - Les autres « niches fiscales »
 - La neutralité budgétaire
 - Imposition des entreprises et fiscalité de l'épargne

La présentation est faite à titre personnel et n'engage pas le SPF Finances

25

Les réformes fiscales depuis 2014

La réforme de l'impôt des sociétés

- Discussion
 - Orientation générale
 - Un impôt à taux bas et à base large est plus efficace qu'un impôt à taux élevé et à base étroite
 - Judicieuse adaptation à la nouvelle donne internationale
 - Niches fiscales peu justifiées sur le plan économique
 - Un taux élevé rend le rendement de l'impôt des sociétés sensible aux effets négatifs du profit shifting
 - La réforme de la DCR
 - Elimine les deux reproches à la formule d'origine (effet d'aubaine de la déduction sur le stock de fonds propres, utilisation à des fins de planification fiscale)
 - Judicieux recentrage sur les avantages économiques d'une *Allowance for Corporate Equity*
 - Ce qui est confirmé par le fait qu'on trouve une disposition similaire dans la proposition de CCTB de la Commission européenne

La présentation est faite à titre personnel et n'engage pas le SPF Finances

26

Les réformes fiscales depuis 2014

La réforme de l'impôt des sociétés

- Discussion
 - Les autres niches fiscales
 - Aides à l'emploi via l'Isoc: peu efficaces
 - Excess profit ruling: quel est le fondement économique d'un taux plus bas en présence d'une rente économique ?
 - Patent Box:
 - littérature peu conclusive sur l'efficience des Patent boxes
 - Etude B sur micro-données confirme le manque d'additionnalité
 - La neutralité budgétaire
 - « Schwarze null ? »
 - Pas de prise en compte des effets de retour
 - Ne rien faire avait un coût budgétaire
 - Imposition des entreprises et fiscalité de l'épargne

La présentation est faite à titre personnel et n'engage pas le SPF Finances

27

Quelques enjeux qui subsistent

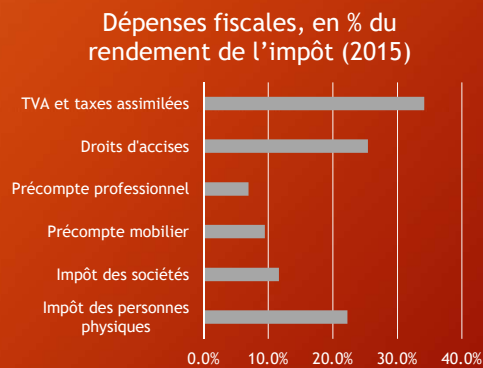
- Elargissement des bases imposables
- Fiscalité de l'épargne
- Fiscalité environnementale

La présentation est faite à titre personnel et n'engage pas le SPF Finances

28

Quelques enjeux qui subsistent *Élargissement des bases imposables*

- L'Inventaire des dépenses fiscales indique assurément un potentiel d'élargissement
- ... qui est peut-être surestimé tant d'un point de vue économique que d'un point de vue *Political economy*.
- .. Surtout en dehors d'une réforme fiscale globale
- Quelques cas importants



La présentation est faite à titre personnel et n'engage pas le SPF Finances

29

Quelques enjeux qui subsistent *Élargissement des bases imposables*

- De quoi parle t'on ?
 - IPP
 - Réductions d'impôt sur les revenus de remplacement
 - 2^{ème} et 3^{ème} pilier
 - Logement (Régional)
 - Quid des avantages extra-salariaux ?
 - Précompte mobilier
 - Livrets d'épargne
 - TVA
 - Taux réduits
 - Accises
 - Mazout de chauffage

La présentation est faite à titre personnel et n'engage pas le SPF Finances

30

Quelques enjeux qui subsistent

Elargissement des bases imposables

Quelques cas...

- Réduction d'impôt sur les revenus de remplacement
- 2^{ème} et 3^{ème} piliers
- Logement
- Taux réduits de TVA
- Accises (mazout de chauffage)
- Avantages extra salariaux

Et leurs problèmes...

- Possible de réduire les taux de remplacement net ?
- Protection des contrats en cours ?
- Capitalisation dans les prix..
- Nécessaire compensation pour les bas revenus
- Replafonner les cotisations sociales?

La présentation est faite à titre personnel et n'engage pas le SPF Finances

31

Quelques enjeux qui subsistent

La fiscalité de l'épargne

- La hausse du précompte mobilier sur ce qui était déjà imposé a accru les écarts d'imposition effective entre les différents actifs financiers
- Deux mesurettees vouées à l'échec
 - Taxe de spéculation
 - Taxe sur les comptes titre
- Le revenu et les plus (et moins) values sont deux composantes du rendement à traiter sur pied d'égalité
- Proposition CSF (e.a) : une imposition uniforme du rendement et une exonération à la base indépendante du type d'actif

La présentation est faite à titre personnel et n'engage pas le SPF Finances

32

Quelques enjeux qui subsistent

La fiscalité environnementale

- On a évité des incitants mal ciblés...
- Voitures de société: ne pas surestimer la baisse des émissions de CO2 qui peut provenir du « verdissement » du parc
- Pour le reste.... Pas de taxe carbone
- On ne fait pas de la fiscalité environnementale en compensant une baisse de l'IPP par des taxes environnementales
- Une *green tax reform* requiert
 - De partir des objectifs environnementaux
 - De définir les compensations nécessaires
 - De recycler intégralement les recettes en fonction de l'objectif environnemental
 - Un large consensus politique
 - Une trajectoire claire
 - Et de la pédagogie..

La présentation est faite à titre personnel et n'engage pas le SPF Finances

33

Conclusions... et questions...

- Au niveau fédéral, deux réformes importantes qui étaient nécessaires *au niveau du principe*
- Quid des modalités ?
 - Tax shift:
 - choix d'un financement partiel
 - Impact macroéconomique globalement positif sur un horizon de court-moyen terme
 - Ciblage sur les bas et moyens salaires, tant du côté de la demande de travail que de l'offre de travail
 - Baisse d'un impôt progressif avec pas ou peu de compensations dans les hauts revenus
 - *Aller plus loin..?*

La présentation est faite à titre personnel et n'engage pas le SPF Finances

34

Conclusions...et questions

- Réforme de l'impôt des sociétés
 - Réforme de la DCR justifiée d'un point de vue économique
 - Acceptation du nouvel environnement international
 - *Quid de la CCCTB ?*
 - *Peut-on avoir un même système pour un indépendant qui s'est mis en société, une moyenne entreprise active sur le marché interne et une filiale d'une entreprise multinationale ?*
- *Les générations futures ne sont-elles pas les principales perdantes ?*
 - Financement partiel du tax shit
 - Les détenteurs actuels du patrimoine ont été globalement préservés
 - Et rien ou presque du côté de la fiscalité environnementale...

La présentation est faite à titre personnel et n'engage pas le SPF Finances